



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 25 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 19 février 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. MONMARCHON, Mme BERTHIOT, Mme HOLGADO, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

### Etaient absents:

M. GEDON, M. GABARD, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 24

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 5

<b>2 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVES DE DROITS RÉELS - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER</b>
---

### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Dans le cadre de la poursuite de son projet de « réouvertures des volets » dans la Citadelle, la Ville de Blaye a lancé un appel à projets en juillet 2019 afin de communiquer sur les locaux encore disponibles.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, a été mis en place.

Mme Laura RICHARD a candidaté afin de solliciter l'occupation de locaux pour y installer son activité de vente de vêtements, décoration et accessoires et créer un studio de photographie. Le projet a été retenu par la commission de sélection le 6 novembre 2019.

Deux casernements lui ont été attribués au 21 et 23 rue du Couvent des Minimes.

Les espaces suivants seront dédiés à cette activité : un ensemble bâti de 71,76 m² constitués de deux casernements dont l'état actuel est bon, ainsi qu'un espace extérieur privatif d'environ 85m².

La convention prévoit notamment :

- Une durée d'occupation de 20 ans, tenant compte de la nature de l'activité exercée et de celles des ouvrages autorisés et de leur importance (travaux de restauration extérieure, toiture en escalier, restauration intérieure et autres travaux nécessaires à l'exercice de l'activité pour un montant minimum de 68 500 €)
- Une constitution de droits réels au profit de l'occupant,
- Une réalisation des travaux suivants, pour l'exercice de l'activité de l'occupant, respectant les préconisations de la DRAC (détaillées en annexe 4 de la convention),
  - Restauration extérieure (page 14 de l'étude DUPUIS LE MARECHAL de 2012) :
    - Reprise de la couverture,

- Restitution des cheminées,
- Charpente bois,
- Couverture en tuile creuse,
- Toiture en escalier (page 18 de l'étude DUPUIS LE MARECHAL de 2012)
- o Restauration intérieure (page 15 de l'étude DEPUIS LE MARECHAL de 2012)
- o Travaux nécessaires à l'exercice de l'activité non abordés par l'étude DEPUIS LE MARECHAL
- Une redevance annuelle, tenant compte des avantages de toutes natures procurés au bénéficiaire, composée :
  - o D'une part fixe de 1 500 euros par an,
  - o D'une part variable calculée en fonction du chiffre d'affaire annuel de l'année N-1. Cette part variable est nulle si le chiffre d'affaire est inférieur à 100 000€ HT ; si celui-ci est égal ou supérieur à 100 000€ HT, elle est de 1,5% du chiffre d'affaire supérieur à ce montant.

Pour information, le Service des Domaines a été consulté sur l'actualisation de la valeur locative de différents bâtiments situés dans l'enceinte de la Citadelle, et a rendu son avis n°2016-058V1998 le 22 juillet 2016 joint à la présente délibération. Il estime la valeur locative des casernements en état moyen à 30€ HT par m² et par an, ce qui correspond en l'espèce, sur la surface envisagée à une valeur locative annuelle d'environ 2 130 € HT.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels et les documents y afférents.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 17 février 2020 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 27/02/20  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20200225-60889-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

